

LES FAITS MARQUANTS DE LA CDP 9 A LA CLD:

JEUDI 1^{ER} OCTOBRE 2009

L'avant dernier jour de la CdP 9 à la CLD, les délégués se sont réunis dans de multiples groupes de contact, tout le long de la journée et jusque tard dans la nuit afin de conclure leurs délibérations sur les projets de décisions. Une session plénière a été convoquée pour toute la journée pour la tenue de séances de dialogue ouvert avec les organisations de la société civile.

PLENIERE

SEANCES DE DIALOGUE OUVERT: Le président de la CdP 9, Bibiloni, a ouvert les séances de dialogue avec les OSC. Il a fait état du rôle important des OSC dans l'approche intégrée de la mise en œuvre et a souligné la nécessité d'aller au-delà des déclarations pour apporter des solutions concrètes.

Juan Luis Mérega, Fundación del Sur, a coordonné la discussion de la séance du matin. Il a attiré l'attention sur les préoccupations des OSC concernant le fait qu'elles aient reçu un temps de parole l'avant-dernier jour de la CdP, et a remercié le petit nombre de délégués qui sont venus à la session.

Soledad Avila, Grupo Ambiental para el Desarrollo, a parlé du processus visant à faire en sorte que la CdP 9 de la CLD soit sans effet sur les émissions de dioxyde de carbone. Elle a décrit le projet de reboisement en Argentine, qui tirera profit des contributions apportées à ce projet, et Nicole Werner, Fundación Ecoandina, a décrit le projet des fours solaires.

Timothy Dlamini, Swaziland Farmer Development Foundation, a présenté un exposé sur le thème "Intervenir en faveur de l'accès à l'eau et de la GDT dans les zones rurales en Afrique." Il a parlé des voies de pénétration des activités des ONG dans les communautés et a décrit les outils et les approches que son organisation utilise pour autonomiser les communautés.

Susana Hakobyan, Environmental Survival, Arménie, a fourni des exemples nationaux qui montrent la complémentarité entre la science moderne et les techniques locales liées aux méthodes agricoles durables et à l'utilisation efficace des eaux souterraines. Elle a souligné le rôle de l'implication des OSC dans la promotion de l'utilisation des approches modernes et traditionnelles.

Omar Núñez, Asociación de Juntas Hondureña Administradoras de Sistemas de Agua, a dit qu'il représente une association de groupes communautaires qui vise à améliorer l'accès auto-suffisant à des services d'approvisionnement en eau, performants et de haute qualité à travers une participation active de toutes les parties prenantes. Il a indiqué que son organisation est étendue sur la majeure partie du territoire du Honduras et en Amérique centrale et les Caraïbes.

CUBA a souligné la forte valeur de la société civile dans la sensibilisation et la communication, et les ETATS-UNIS ont mis en relief le rôle des OSC dans l'application rapide de solutions

innovantes. Le BRESIL a décrit le rôle que les OSC ont joué dans le projet "Un million de citernes". Le MM a déclaré que les OSC sont des partenaires techniques, politiques et financiers avec lesquels le MM travaille directement, notamment pour l'élaboration de stratégies de financement intégrées. Le SAINT-SIÈGE a décrit la participation des OSC dans le «Dialogue argentin», initié en 2002.

Un représentant de Greenline a déploré la représentation "superficielle" des délégués des pays et l'absence du Secrétaire exécutif de la CLD à la session. Le MEXIQUE a déclaré que la réunion des OSC devrait se tenir au cours de la première semaine de la CdP 10. Le délégué des PHILIPPINES a souligné que les analyses coûts-avantages devraient rendre compte des avantages tels que la main-d'œuvre autochtone et les matériaux utilisés et la réduction des émissions de dioxyde de carbone. La NORVÈGE a souhaité en savoir davantage sur le renforcement des projets communautaires, la TANZANIE, sur les subventions gouvernementales en faveur des fourneaux de cuisine, et le CAP VERT, sur les conflits de pouvoir associés à la décentralisation de la gestion de l'irrigation.

Le délégué du PAKISTAN a parlé de l'expérience de son pays avec les canaux aquatiques souterrains. ARGENTINE a exprimé son soutien au dialogue ouvert, et la FRANCE a déclaré que le calendrier de la session devrait prendre en considération le fait que les délégués ne sont pas disponibles lorsque des négociations sont en cours.

Daniela Tarizzo, du Secrétariat, a déclaré que bien que mal placée sur le calendrier, la tenue de la session de dialogue ouvert témoigne de l'engagement du Secrétariat à assurer de la participation des OSC. Un représentant du président de la Cengagement entreprendre des efforts pour assurer que le dialogue avec les OSC ait lieu à un moment plus opportun, enrichir le processus de la CdP 10.

Lorsque les délégués se sont réunis une heure et demie plus tard que prévu dans l'après-midi, pour la deuxième séance de dialogue ouvert, Nicole Werner, EcoAndina Foundation, a déclaré que les OSC auraient apprécié une explication concernant ce retard.

Marisa Young, Agreste Fondation, Argentine, a décrit les expériences de sa fondation dans l'élaboration d'un large éventail d'activités de sensibilisation et de communication. Ariel González, Tierra Agua Hombre (TAHO), a fait part de l'idée à chaque CdP, un arbre autochtone soit planté par le pays hôte de la CdP précédente et qu'un concours international pour la conception d'un emblème pour l'arbre soit instauré. Il a indiqué que l'emblème présiderait les CdP ultérieurs, et que «pour nous, ces emblèmes seraient notre torche olympique».

Nino Sulkhaniashvili, EcoVision, Géorgie, a décrit les effets des catastrophes naturelles et des conflits armés sur les migrations. Elle a EcoVision vise à introduire les concepts de développement durable dans le pays et a décrit ses activités de conscientisation.

Werner a lu, au nom des OSC eniD, Drynet, GTD et DCG, une déclaration indiquant qu'elles avaient demandé que le dialogue avec les OSC se tînt au cours de la première semaine de la CdP. Elles ont assisté à la CdP sur le financement extérieur, mais que cela était insuffisant pour les deux semaines et que, elles ont appris que le Secrétariat ne changerait pas la date des séances de dialogue, elles ont choisi de ne pas y participer.

Aïssatou Billy Sow, Association guinéenne pour la promotion des énergies renouvelables, a attiré l'attention sur la situation particulière des femmes dans les zones arides et a mis en exergue les initiatives possibles à entreprendre, telles que les forêts communautaires et les options de cuisson améliorées, pour améliorer leurs moyens de subsistance.

ISRAËL a demandé si l'affaire géorgienne a impliqué une évaluation de la proportion de l'extérieur des zones sèches. Le délégué a indiqué qu'il ya un désaccord entre les parties quant à savoir si la CLD était limitée aux terres sèches ou si elle devait prendre en considération des terres, qui, a-t-il précisé, est jugée comme étant, partout dans le monde, un phénomène de plus grande échelle que dans les terres sèches. La TANZANIE est en phase de problèmes de migration. La REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE a souligné l'utilité des campagnes nationales de sensibilisation. La Banque mondiale a indiqué qu'elle valorisait les partenariats et qu'elle souhaitait établir des contacts directs avec les participants de partager leurs expériences. ISRAËL a suggéré que les OSC pourraient être plus pertinentes pour les discussions de la CdP, si elles présentaient des détails sur ce qu'ils aimeraient voir dans les projets de décisions. Le CHILI a demandé aux OSC examiner la manière dont les questions soulevées pourraient être traduites en indicateurs.

Mercedes Fraile, Fundación Inti Cuyum, Argentine, a présenté "Santé et désertification: une expérience de terrain", relatant les conséquences subies par la zone d'étude de cas d'une zone humide est asséchée, et le suivi des programmes d'aide fournis à la région. La FIPA a déploré que les femmes rurales ne soient pas suffisamment représentées au sein de la Convention.

GROUPES DE CONTACT

Suite à une réunion de tous les présidents de groupe avec le président de la CdP, les délégués ont poursuivi les délibérations à une heure tardive de la nuit.

MANDAT DU CRIC: Le groupe a poursuivi l'examen du projet de décision traitant des paragraphes consacrés à la portée du processus d'évaluation, mais a avancé lentement en fin d'après-midi et il a dû suspendre tôt ses discussions en raison d'une réunion de groupe régional non programmée.

CRIC: Ce groupe a quasiment terminé une première lecture d'un projet de décision sur l'amélioration des procédures de communication et de la qualité des rapports soumis à la CdP. Les participants ont également entendu les précisions du MM sur la forme des rapports relatifs aux questions financières. Les participants ont convenu de demander au Secrétariat, en collaboration avec le MM, de présenter aux CdP 10 et 11 des rapports sur l'efficacité des indicateurs provisoires de mise en œuvre et d'impact et des procédures encadrant l'élaboration des rapports, après le premier cycle de communication des données, pour révision potentielle. Le groupe de contact a également convenu qu'il n'engagerait pas de discussions détaillées sur les indicateurs provisoires figurant dans l'annexe, car cela nécessiterait plus de temps. Les participants ont examiné un texte demandant au Secrétariat de fournir un renforcement des capacités dans le domaine du suivi, et demandant aux pays industrialisés et aux autres donateurs, notamment le FEM, de fournir une assistance technique et financière aux pays touchés, au cours du quatrième cycle de communication des données.

MCR: Les délégués ont examiné un texte sur l'utilisation des ressources budgétaires et extrabudgétaires pour le fonctionnement des bureaux des MCR, bien qu'un groupe ait fait objection aux références à de tels bureaux. Au cours de la journée, les négocia-

tions ont été interrompues à plusieurs reprises pour la tenue de consultations. L'après-midi, les délégués ont accepté que les MCR englobent, il convient, entre autres, des comités régionaux, les réseaux thématiques (RT) et les UCR." Le MM a suggéré que les participants déterminent les fonctions devant être accomplies par le MM, plutôt que de se référer à la relocalisation du personnel. Les délégués sont d'accord sur certaines questions et notamment sur le fait que le Secrétaire exécutif et le directeur général de MM devraient, le cas échéant, soutenir les annexes régionales dans l'établissement et l'exploitation des MCR, en assurant que le travail entrepris en vue de faciliter la coopération régionale ne fasse pas double emploi avec celui effectué au siège.

EVALUATION DU MM PAR LE CCI: Trois parties ont introduit un texte de compromis formulé dans la matinée qui demande au MM de solliciter une contribution active du Comité de facilitation concernant le contenu des rapports à soumettre à la CdP sur les activités du MM. Le texte stipule que les rapports devraient être transmis à la CdP à travers le Secrétaire exécutif de la CLD. Pour l'amélioration de l'imputabilité, le texte demande au directeur général du MM de présenter des rapports à chaque CdP, pour examen par les parties.

Certaines parties ont estimé que le nouveau texte répondait suffisamment aux questions d'imputabilité. Un participant a déclaré que ces nouvelles dispositions nécessiteraient la suppression du rôle actuel de directeur général du MM comme coprésident du Comité de facilitation. Un groupe régional a insisté sur le fait que le texte ne répondait pas à leurs préoccupations concernant les dispositions institutionnelles. Le porte parole a souligné que le MM devrait être hébergé au sein du Secrétaire exécutif. Un autre participant a souligné que le groupe ne devrait pas laisser les discussions sur les scénarios "détourner" l'attention des progrès qui pourraient être accomplis sur les questions qui se trouvent dans les parties de texte qui ne portent pas sur les dispositions institutionnelles. Les délégués ont travaillé sur ces questions d'une séance nocturne.

BUDGET: Mercredi, le groupe a débattu du budget du Secrétariat jusqu'à minuit, aboutissant à une coupe de l'ordre de 1.700.000 Euros. Jeudi matin, le groupe a examiné le budget du MM. Le MM a présenté son budget révisé à croissance nominale zéro. Plusieurs délégués ont exprimé leur satisfaction quant au niveau du budget et d'autres ont demandé au MM et au Secrétariat d'avoir un format de budget commun. Certains délégués ont avancé des propositions concernant les frais de personnel et autres à imputer sur le budget central du MM.

DANS LES COULOIRS

Un jour après l'examen de la règle 47 du Règlement intérieur (majorité requise lors du vote) à la CdP 10, les conversations dans les couloirs ont indiqué que, nonobstant la tradition de travailler par consensus, des tentatives ont été entreprises à la CdP 9 pour briser certains blocages par le biais du scrutin.

Dans l'après-midi, les délégués se sont réunis pour une "importante" annonce en début de séance plénière, puis, au lieu de cela, ont été invités à retourner à leurs groupes de contact, avec le retard qui a résulté pour la réunion consacrée au dialogue avec les OSC. La plupart entre eux ont déclaré que cela confirmait que la programmation de la séance de dialogue ouvert avec les OSC, l'avant dernier jour de la réunion, ne devrait pas être répétée et que ce retard donnait une mauvaise idée sur les relations de la CLD avec la société civile. D'autres, déjà préparés à cette dernière séance plénière prolongée, ont exprimé l'espoir que, malgré les allées et venues de jeudi, la CdP sera en mesure de conclure d'une manière ponctuelle.

COMPTE RENDU FINAL DU ENB: Le numéro de *Earth Negotiations Bulletin* analyse de la CdP 9 sera disponible en ligne dès le lundi 5 octobre 2009 à: <http://www.iisd.ca/desert/cop9/>